

Août

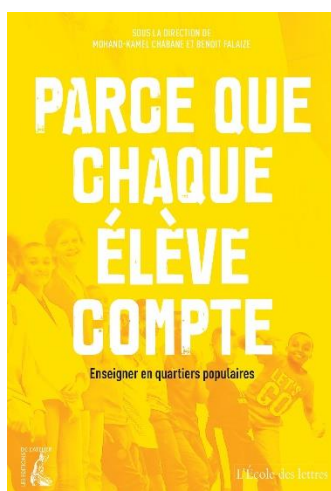
- *Parce que chaque élève compte. Enseigner en quartiers populaires*
Collectif territoires vivants ! Dirigé par Benoît Falaise Kamel Chabane
- *Justice pour la planète ! Cinq combats citoyens qui ont changé la loi.*
Louis de Redon & Elisabeth Javelaud
- *Réfugiés et détenus de la guerre d'Algérie. Mémoires photographiques et historiques*
Fatima Besnaci & Aïssa Kadri

Septembre

- *En finir avec les idées fausses sur la psychiatrie et la santé mentale*
Astrid Chevance
- *Réveiller la démocratie !*
Collectif dirigé par Gaël Giraud et René Dosière

Octobre

- *Au mépris du corps des femmes. Le scandale des implants Essure*
Delphine Bauer & Jacqueline Maurette
- *Mourir de son travail au XXIe siècle. Enquête sur les cancers professionnels*
Anne marchand



Parce que chaque élève compte

Enseigner en quartiers populaires

Collectif Territoires vivants !

Sous la direction de Benoît Falaize et Kamel Chabane

Préface de Nadir Dendoune

176 pages . 135*200 14€50

978-2-7082-5393-3

Parution le 22 août

Que peut l'école face aux inégalités sociales, à ce qui est dénoncé comme un « recul des valeurs de la République », aux mémoires douloureuses, au sentiment d'abandon et de relégation de certains quartiers ? Elle peut faire beaucoup ! C'est ce que montrent les textes réunis dans cet ouvrage.

Des enseignant.e.s, parents et élèves racontent des parcours, expériences et innovations pédagogiques qui font mentir tous les discours fatalistes

En conduisant une enquête historique sur le convoi numéro 77 parti en 1944 de Drancy pour le camp d'Auschwitz-Birkenau, les élèves d'une classe de troisième deviennent à leur tour historiens d'un événement devenu soi-disant impossible à enseigner

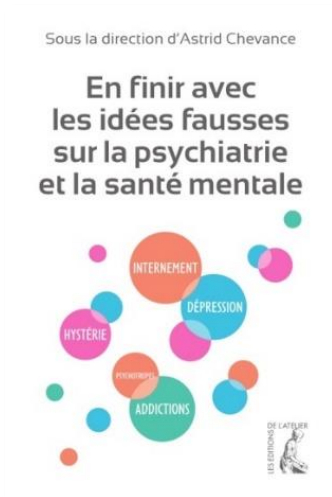
Grâce à un projet photographique avec un artiste contemporain sur l'image des jeunes des « quartiers », une classe de CM2 découvre l'importance des représentations, et l'importance de les transformer...

À l'heure où l'école est l'objet d'un discours décliniste, où certains prétendent qu'il n'est plus possible d'y enseigner l'histoire de la colonisation ou la Shoah, ou d'autres affirment que certains territoires sont « perdus pour la République », il semble indispensable de faire entendre d'autres voix.

Cet ouvrage donne la parole à une école où l'on pense que chaque élève compte, que tout peut être enseigné, et qu'aucun élève n'est « perdu », à condition de l'inviter à s'emparer lui-même du savoir.

Mohand-Kamel Chabane est enseignant d'histoire-géographie au collège Gustave Flaubert à Paris. Il a enseigné de nombreuses années au sein de l'académie de Créteil en zone d'éducation prioritaire. Il a participé à l'ouvrage Territoires vivants de la République (La Découverte, 2018).

Benoît Falaize est historien et spécialiste de l'école. Il a enseigné au collège, au lycée, et à l'IUFM et l'ESPE de l'Université Cergy-Pontoise. Auteur d'une thèse sur l'enseignement de l'histoire de 1945 à nos jours, il a dirigé l'ouvrage Territoires vivants de la République (La Découverte, 2018).



En finir avec les idées fausses sur la psychiatrie et la santé mentale

Astrid Chevance

192 pages, 12 €
120*180
978-2-7082-4570-9

Parution le 15 septembre

La santé mentale est l'objet de fantasmes, d'a priori et de tabous qui freinent la prise de conscience de son importance et retardent l'accès aux soins de ceux qui souffrent de troubles psychiques. La réalité quotidienne de la maladie mentale est mal connue du grand public alors que 18 % des Français sont concernés par un trouble psychique.

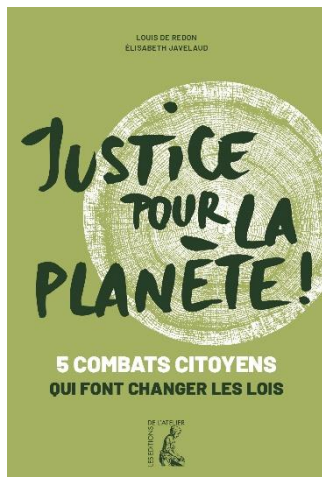
À travers des chapitres thématiques, le livre propose de déconstruire une soixantaine d'idées reçues sur la santé mentale et la psychiatrie : « Borderline », « parano », « psychopathe », « schizo » ... Dépression, bipolarité, TOCS, troubles alimentaires, autisme, trauma, hyperactivité, addictions, suicide...

Il interroge les mécanismes et les effets de la stigmatisation véhiculée par des préjugés que l'on entend quotidiennement ainsi que la banalisation des souffrances psychiques et explore les craintes et fascinations à l'égard des traitements ; les mythes autour des psychothérapies et des « psy » ; la peur du contrôle social...

Malgré une prise de conscience récente par la société civile et les pouvoirs publics, les choses ne changent pas assez vite en matière de santé mentale, enjeu de santé publique majeur en France et dans le monde. Par son traitement, son format, ce livre destiné au grand public est un outil précieux pour informer et sensibiliser à la santé mentale.

Astrid Chevance est cheffe de clinique en Santé publique à l'Université Paris-Cité. Psychiatre normalienne, agrégée d'histoire, épidémiologiste elle propose dans ses travaux de recherches des approches croisées et entre sciences biomédicales, sciences sociales et sciences humaines. Elle a reçu plusieurs prix scientifiques prestigieux en France et à l'international et œuvre à sensibiliser le grand public à la santé mentale.

Écrit avec un collectif d'auteurs, chercheurs en santé et/ou cliniciens, dont Michael Ehrminger (podcast Les Maux Bleus), Jean Victor Blanc (Pop et Psy), Céline Massini (Eco-anxiété), David Gourion (auteurs de plusieurs best-sellers), Jean Del Burdairon (Les Méninges), etc.



Justice pour la planète !

Cinq combats citoyens qui ont changé le droit

Louis de Redon et Elisabeth Javelaud

144 pages

13€

120*180

978-2-7082-5397-1

Parution le 25 août

« Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement. »

La Charte de l'environnement consacre depuis 2005 dans la Constitution un nouveau droit individuel, celui de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de sa santé. Mais elle propose aussi une innovation juridique, en introduisant le devoir de prendre part à la préservation de l'environnement.

Le droit de l'environnement se bâtit dans les tribunaux, mais aussi et d'abord dans la rue, par des actions citoyennes d'envergure, comme les marches nationales et internationales pour le climat. Il est le fruit d'un rapport de force imposé par les militants aux pouvoirs publics.

Ce livre le montre en explorant, sur un mode narratif, cinq exemples emblématiques : le principe de précaution (les OGM et les faucheurs volontaires) ; le principe pollueur/payeur (nauffrage de l'Erika) ; la notion de développement durable (le partage de la forêt) ; le principe de participation (l'Affaire du siècle) ; le respect de la biodiversité (l'Ourse Cannelle).

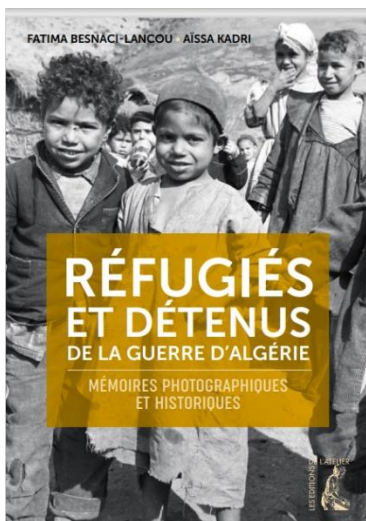
Le droit de l'environnement se construit par l'action de la société civile qui, au gré des manifestations et des actions en justice, pousse l'État à agir. Rien n'est possible en matière de lutte contre le changement climatique et de protection de la biodiversité sans une participation forte des citoyens au débat public.

Le droit ne sauve pas la nature, pour l'instant, mais voilà cinq exemples qui tendent à prouver qu'il y a des raisons d'y croire et de se battre...

Louis DE REDON est maître de conférences en droit de l'Environnement à AgroParisTech et chercheur à l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS).

Élisabeth JAVELAUD est sociologue. Elle participe aux mouvements et associations d'écologie citoyenne. Elle a été l'animatrice de l'atelier Sobriété au sein du Pacte civique. Elle a coordonné l'ouvrage Le choix des sobriétés publié par les éditions de l'Atelier en 2021.

Préface de Alain Bougrain-Dubourg, président de la LPO, Ligue de Protection des Oiseaux.



Réfugiés et détenus de la guerre d'Algérie

Le fonds photographique du CICR

Fatima Besnaci, Aïssa Kadri

Préface de Denis Peschanski

Avec le soutien du Mémorial du camp de Rivesaltes

160 pages illustrées 18 €

155*218

Parution le 22 septembre

Les violences de guerre et les opérations de l'armée française visant à empêcher la « propagation » de la guerre ont déraciné des centaines de milliers, sinon des millions de paysans algériens.

Dès le déclenchement du conflit en 1954, alors que des indépendantistes réels ou supposés sont arrêtés en grand nombre, les membres du Conseil du Comité international de la croix Rouge (CICR) débattent de l'opportunité d'intervenir pour contrôler les conditions de leur détention.

En 1955, Pierre Mendès France autorise la première mission sur le territoire algérien où les violences de la guerre s'intensifient. Suivront dix autres missions jusqu'à l'indépendance et 464 visites de lieux de détention.

Parallèlement, à partir de 1957, des délégués conduisent des opérations de secours matériels aux populations déplacées par des militaires français dans des camps de regroupement et à celles parties se réfugier au Maroc ou en Tunisie.

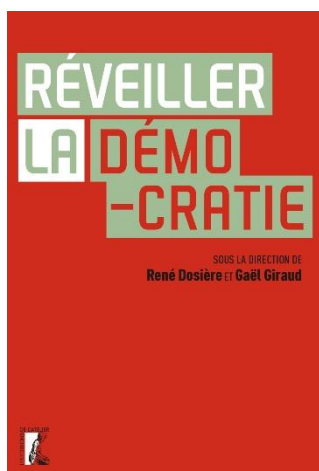
Plus de 600 photographies, prises à l'occasion des missions par les délégués du CICR, dans ces camps de détention, camps de regroupement et camps de réfugiés, sont rassemblées aux archives de l'institution à Genève. L'ouvrage vise à les sortir de l'oubli, les mettre dans leur contexte historique.

Un tiers des paysans se sont vu déplacer pendant le conflit (civils, indépendantistes, harkis, etc.), soit 2 millions de personnes.

Une dizaine de témoignages accompagnent ce travail de mémoire photographique et historique.

Fatima Besnaci est historienne. Membre du Conseil scientifique du Mémorial du camp de Rivesaltes, spécialiste de la guerre d'Algérie. Elle a publié notamment *Les harkis dans la colonisation et ses suites* avec Gilles Manceron, aux Éd. de l'Atelier (2009).

Aïssa Kadri est professeur de sociologie et directeur de l'Institut Maghreb Europe à l'Université Paris 8. Ses recherches de Kadri portent sur migrations au Maghreb, en lien avec la question des droits de l'homme.



Réveiller la démocratie

Sous la direction de Gaël Giraud & René Dosière

176 pages

10.90

120*180

978-2-7082-5386-5

Parution le 8 septembre

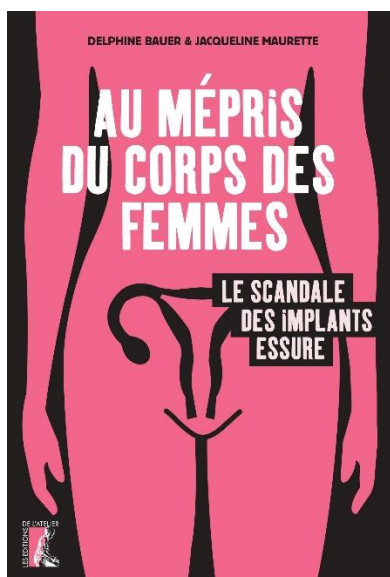
En cette période d'hiver démocratique prolongé, Gaël Giraud et René Dosière ont décidé de solliciter 70 auteurs et autrices qui s'emploient à repenser la démocratie et la façon de la mettre en pratique. Ils ont demandé à chaque auteur et autrice d'avancer *sa* grande proposition pour réveiller la démocratie. Au total, ce sont ici 70 contributions originales et cohérentes qui ont pu être réunies, signées par des personnalités engagées dans le débat public telles que Thomas Piketty, Olivier Costa, Dominique Méda, Antoine Vauchez, Chloé Ridet, Dominique Bourg, Corinne Lepage, Fanny Agostini, Cyril Dion, Maxime de Rostolan, Rémi Lefebvre, Sarah Durieux, Axel Dauchez, Loïc Blondiaux, Paul Magnette, Éva Sadoun...

De nombreuses contributions ne manqueront pas de faire date : jugement majoritaire, droit d'amendement citoyen, déontologie du gouvernement, ministère de l'anticorruption, convention citoyenne du renouveau démocratique, droit de pétition en ligne, festival national de la démocratie, green card pour démocratiser l'accès au bio, revenu universel entrepreneur ou testament médical, constituent un échantillon des propositions les plus innovantes.

Au lendemain d'élections où l'on prévoit des taux d'abstention records, cet ouvrage a l'ambition de devenir un ouvrage de référence pour contribuer à la refondation de notre démocratie.

René Dosière est ancien député de l'Aisne. Président de l'Observatoire de l'éthique publique depuis 2018, il est connu pour ses travaux sur le train de vie de l'État et la transparence de la gestion publique. Il est l'auteur, notamment, de *Argent, morale et politique* (Le Seuil, 2017) et *Frais de Palais* (Éditions de l'Observatoire, 2020).

Gaël Giraud, prêtre jésuite, est économiste, directeur de recherche au CNRS et directeur du Georgetown Environmental Justice Program à l'université de Georgetown. Fondateur de l'Institut Rousseau, il a également été économiste en chef de l'Agence française de développement. Il est notamment l'auteur de *Illusion financière* (Éditions de l'Atelier, 3e éd. 2014).



Au mépris du corps des femmes Le scandale des implants Essure

176 pages
10.90
120*180
978-2-7082-5386-5

Parution le 13 octobre

Lancés sur le marché en 2002 et proposés aux femmes souhaitant s'orienter vers une contraception définitive, les implants Essure, alternative à la ligature des trompes, sont de simples ressorts dont la pose s'effectue en 10 minutes, sans anesthésie, dans le cabinet du médecin. Tellement facile...

Et pourtant ces petits morceaux de métal ont ravagé la vie de dizaines de milliers de femmes, en France et dans le monde.

Fatigues intenses, douleurs chroniques, hémorragies, troubles musculosquelettiques, cardiovasculaires, ou du système nerveux... Leur quotidien est devenu un enfer. Autorisé en Europe grâce à un procédé de marquage particulièrement laxiste, l'implant Essure est retiré de la vente en 2017, au terme d'une saga où se mêlent dénis corporatistes, conflits d'intérêts et défaillances des autorités sanitaires...

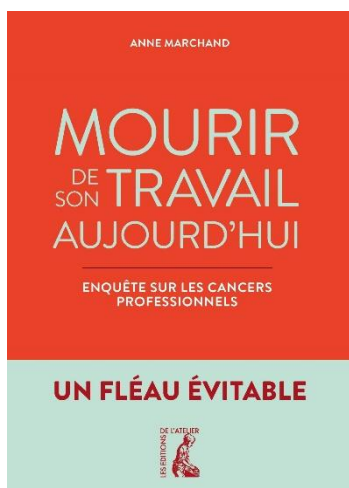
En France, aujourd'hui, 23 000 femmes ont déjà été obligées de se faire retirer ces implants au prix de mutilations violentes. Et, souvent, sans que leur santé ne s'améliore.

Tandis que Bayer a indemnisé « à l'amiable » 39 000 patientes américaines pour un montant de 1,6 milliard de dollars, en France, le volet judiciaire s'ouvre enfin, avec des plaintes au pénal. Parmi les plaignantes, d'Anne-Cécile Groléas, implantée en 2013, dont la parole scande les chapitres, offrant une voix à la souffrance de toutes ces victimes.

Menée par deux journalistes indépendantes, cette enquête implacable révèle l'incurie et la corruption en cause dans cette affaire, et met en lumière les raisons pour lesquelles, bien trop souvent, les principales victimes des maltraitements et scandales sanitaires sont les femmes.

Longtemps journaliste à *l'Humanité* puis à *Viva magazine*, **Jacqueline Maurette**, spécialiste des questions de santé, est aujourd'hui journaliste indépendante. Elle est l'autrice des *Héros sacrifiés du World Trade Center* (éd. Gawsewitch, 2007).

Journaliste indépendante spécialisée sur les questions de droits des femmes et de la santé, **Delphine Bauer** est membre du collectif Youpress. Elle est co-autrice de *Mauvais traitements, pourquoi les femmes sont mal soignées* (Le Seuil, 2020).



Mourir de son travail au XXIe siècle

Enquête sur la reconnaissance des cancers professionnels

Anne marchand

176 pages

10.90

120*180

978-2-7082-5386-5

Parution le 13 octobre

La responsabilité du travail dans l'épidémie de cancers demeure largement sous-estimée, masquée par les campagnes de prévention publique exclusivement centrées sur les comportements dits individuels (tabagisme, etc.) tandis que l'on estime à 14 000 à 30 000 personnes le nombre de victimes d'un cancer lié à leur activité professionnelle chaque année.

Pourtant, moins de 2 000 d'entre elles obtiennent la reconnaissance de leur pathologie en maladie professionnelle par l'Assurance maladie. En Seine-Saint-Denis, des chercheurs-ses s'engagent dans cette épopée administrative aux côtés de salarié-es contaminé-es ou de leurs proches.

Faire reconnaître une pathologie en maladie professionnelle s'apparente à un parcours du combattant. Le droit à réparation apparaît très spécialisé, la procédure est complexe, les échanges avec les caisses primaires d'assurance maladie s'avèrent compliqués, sans compter la réticence des médecins à jouer le rôle que leur confie la loi, et notamment celui de rédiger les certificats médicaux nécessaires à l'accès au droit.

La possibilité d'exercer son droit à réparation est enracinée dans l'histoire singulière et collective des conditions de travail et d'emploi des malades.

Le Giscop93 fait figure de dispositif exemplaire permettant de documenter et de rendre visible l'impact de ces « poisons industriels » sur la santé des salarié-es, par l'alliance entre chercheurs-ses, médecins, juristes, syndicalistes.

À travers cette question de la réparation, c'est celle de la valeur des vies au travail qui est posée.

Anne Marchand est sociologue et historienne. Codirectrice du groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle en Seine-Saint-Denis (Giscop93), elle est chercheuse associée au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains.

Sa thèse (dirigée par Nicolas Hatzfeld) a reçu le premier prix 2019 du Comité d'histoire de la Sécurité sociale.